

N°2017-BCA-22

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR  
L'ACHAT DE CONSOMMABLES PHARMACEUTIQUES INTER SDIS**

Le 05 avril 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 mars 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Un Groupement de commandes entre Sdis bretons relatif aux consommables pharmaceutiques se termine au 31 décembre 2017. Suite aux différents échanges entre les Sdis du Grand Ouest et les avis favorables recueillis, il a été décidé de mettre en place un groupement de commandes élargi à un plus grand nombre de participants afin d'optimiser l'efficacité économique de ces achats.

Ainsi, les Sdis 14 (Calvados), 22 (Côtes d'Armor), 27 (Eure), 29 (Finistère), 35 (Ile et Vilaine), 44 (Loire Atlantique), 49 (Maine et Loire), 50 (Manche), 53 (Mayenne), 56 (Morbihan), 61 (Orne), 72 (Sarthe) et 76 (Seine Maritime) constitueraient les membres de ce nouveau groupement.

Cette démarche doit être formalisée par la signature d'une convention entre les 13 membres du groupement de commandes.

Le périmètre du groupement recouvre un certain nombre de domaines pour lesquels des besoins récurrents et communs aux treize établissements ont été identifiés :

- Draps à usage unique ;
- Gants en nitrile ;
- Compresses stériles ;
- Pansements américains stériles,
- Masques à haute et moyenne concentration adultes et enfants ;
- Couvertures isothermes de survie.

La durée de cette convention de groupement est prévue jusqu'à la fin de l'exécution des accords-cadres à bons de commande.

Le Sdis 35 se propose d'être le coordonnateur du groupement. A ce titre, il assurerait notamment la préparation de la consultation, l'organisation et le secrétariat de la Commission d'Appel d'Offres, la signature des accords-cadres ainsi que leur notification, leur reconduction et la passation des avenants éventuels.

La Commission d'Appel d'Offres du groupement serait celle du coordonnateur du groupement.

Chaque Sdis pourra adhérer à l'ensemble des domaines identifiés ou à certains seulement. Les accords-cadres débiteront au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ou à une date ultérieure si des accords-cadres sont actuellement en cours jusqu'au 31 décembre 2018 et pourront être reconduits trois fois.

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- autoriser le Sdis 76 à adhérer au groupement de commande pour l'achat de consommables pharmaceutiques inter Sdis ;
- autoriser le président du Conseil d'administration à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le projet de convention du groupement de commandes est joint en annexe.

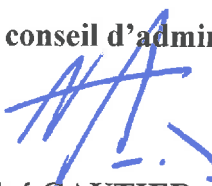
\*

\*\*

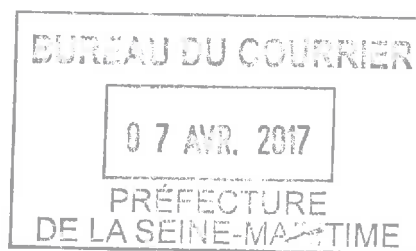


*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**



**André GAUTIER**







**CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES  
POUR LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES PHARMACEUTIQUES  
ENTRE  
LES SERVICES DEPARTEMENTAUX D'INCENDIE ET DE SECOURS  
(SDIS 14,22,27,29,35,44,49,50,53,56,61,72,76)**

**La présente convention est établie entre :**

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine  
2, rue du Moulin de Joué  
B.P. 80127  
35701 RENNES Cédex 7

Représenté par : Monsieur Jean-Luc CHENUT, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xx xx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 35 »

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Calvados**  
25 Boulevard Maréchal Juin  
14000 CAEN

Représenté par : Monsieur Jean-Léonce DUPONT, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 14 »

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Côtes d'Armor**  
13 rue de Guernesey  
22015 ST BRIEUC

Représenté par : Monsieur Alain CADEC, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 22 »

**Le Service Départemental d'Incendie de l'Eure**  
8 Rue Michel Baudoux  
BP 613  
27006 EVREUX CEDEX

Représenté par : Monsieur Sébastien LECORNU, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 27 »

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère**

58 Avenue de Kéradenec  
29337 QUIMPER

Représenté par : Madame Nicole ZIEGLER, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 29»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Loire Atlantique**

Impasse Vieille Ville  
44470 CARQUEFOU

Représenté par : Monsieur Philippe GROsvALET, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 44»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Maine et Loire**

6 Avenue du Grand Perigné  
49071 BEAUCOUZE

Représenté par : Monsieur Christian GILLET, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 49»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Manche**

1238 Rue du Vieux Candol  
50009 ST LO

Représenté par : Monsieur Jacky BOUVET, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 50»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Morbihan**

40 Rue Jean Jaurès  
56000 VANNES

Représenté par : Monsieur Gilles DUFEIGNEUX, Président du conseil d'administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 56»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Orne**

12 Rue Philippe Lebon  
61000 ALENCON

Représenté par : Monsieur Alain LAMBERT, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 61»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe**

13 Boulevard St Michel  
CS 90035  
72190 COULAINES

Représenté par : Monsieur Jean-Pierre VOGEL, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du xxxxx 2017

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 72»

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime**

6 Rue du Verger

CS 40078

76192 YVETOT CEDEX

Représenté par : Monsieur André GAUTIER, en qualité de Président du Conseil d'Administration, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du **xxxxx 2017**

Ci-après désigné sous le terme « le SDIS 76 »

PROJET

## Il a été convenu ce qui suit :

### EXPOSÉ

Les membres du groupement souhaitent mutualiser leurs moyens et compétences pour procéder à la passation d'accords-cadres de fourniture de consommables pharmaceutiques afin de bénéficier de l'effet massification des besoins communs au groupement.

Pour ce faire, les parties conviennent de créer un groupement de commandes par cette convention constitutive conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet, de constituer un groupement de commandes entre les SDIS cités ci-dessus pour divers achats précisés à l'article 2 de la présente convention.

Elle définit les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de participation de ses 14 membres.

#### **ARTICLE 2 : PERIMETRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Le groupement de commandes porte sur les achats de fournitures suivantes :

- Draps à usage unique,
- Gants en nitrile
- Compresses stériles,
- Pansements américains stériles,
- Masques à haute et moyenne concentration adultes et enfants,
- Couvertures isothermes de survie.

#### **ARTICLE 3 : ADHESION AU GROUPEMENT**

La convention doit être préalablement approuvée par chacun des membres, par une délibération de son assemblée délibérante ou par une décision de l'instance habilitée. Chacun des membres s'engage à transmettre au coordonnateur une copie de cette délibération.

L'adhésion de nouveaux membres est impossible dès lors que les procédures de passation ont été engagées.

#### **ARTICLE 4 : DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Les parties conviennent de désigner le SDIS 35 comme coordonnateur du Groupement. Le siège administratif du groupement de commandes est établi à l'adresse suivante :

Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille et Vilaine  
2, rue du Moulin de Joué  
B.P. 80127  
35701 RENNES CEDEX 7

#### **ARTICLE 5 : MISSIONS DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur du groupement s'engage à :

- Animer et assurer le secrétariat du groupement de commande,
- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- Définir et recenser les besoins de tous les membres du groupement,
- Elaborer les cahiers des charges,
- Définir les critères et les faire valider par l'ensemble des membres,
- Assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence,
- Effectuer l'analyse des candidatures et des offres pour l'attribution des accords-cadres,
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence,
- Signer les accords-cadres pour le compte des membres du groupement,
- Transmettre au contrôle de légalité les accords-cadres,
- Notifier les accords-cadres pour le compte des membres du groupement,
- Procéder à la publication des avis d'attribution,

- Envoyer une copie du dossier des accords-cadres à chaque membre du groupement.
- passer des éventuels modifications aux accords-cadres (ex. avenants)
- reconduire les accords-cadres pour le compte des membres du groupement après décision de chaque membre sur sa volonté de reconduire ou non les accords-cadres.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement s'engagent à :

- définir préalablement au lancement de la procédure leurs besoins propres pour une partie ou l'ensemble des prestations prévues à l'article 2 de la convention,
- formuler leurs remarques dans les délais impartis,
- participer à l'analyse ou à défaut valider le résultat de l'analyse des offres avant attribution,
- exécuter les accords-cadres pour les besoins qui le concernent,
- informer le coordonnateur du groupement 4 mois avant la date de reconduction dans l'hypothèse où un membre du groupement ne souhaiterait pas reconduire un ou plusieurs accords-cadres.

#### **ARTICLE 7 : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS**

Le coordonnateur réalisera la procédure de consultation sous forme d'un Appel d'Offres Ouvert, conformément aux articles 42.1° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 25-I-1°, 67 à 68 du **décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**.

Ce marché sera passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

#### **ARTICLE 8 : COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT**

La commission d'appel d'offres compétente pour les procédures organisées dans le cadre du groupement est, conformément à l'article L-1414-3-II du code général des collectivités territoriales, **celle du coordonnateur**.

Un représentant de la Concurrence ainsi que le payeur départemental pourront participer à titre consultatif aux réunions de la Commission d'appel d'offres.

La Commission d'appel d'offres du groupement attribue les accords-cadres passés en procédure formalisée et choisit le prestataire retenu pour chaque lot.

#### **ARTICLE 9 : CLAUSES FINANCIERES LIEES AU FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur prend en charge les frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement. Aucune participation aux frais de gestion n'est demandée aux autres membres du groupement.

Chaque membre assume les charges relatives à l'intervention de ses propres agents au profit du groupement.

#### **ARTICLE 10 : INSCRIPTION BUDGETAIRE ET SUIVI COMPTABLE DES MARCHES**

Chaque membre du groupement inscrit le montant des crédits nécessaires qui le concerne dans le budget de son établissement et assure l'exécution comptable des contrats qui le concernent.

#### **ARTICLE 11 : RETRAIT D'UN MEMBRE DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement peuvent se retirer du groupement à tout moment, sous réserve du respect des engagements pris et des commandes émises dans le cadre des accords-cadres en cours.

Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée du membre concerné.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution d'un accord-cadre, il ne prend effet qu'à la fin de la période d'exécution dudit contrat.

Le coordonnateur doit être informé de tout projet de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant approuvé par chacun des membres dans les mêmes termes et dans des formes identiques à celles requises pour l'adoption de la convention elle-même.

## **ARTICLE 13 : MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES ETABLIS DANS LE CADRE DU GROUPEMENT**

Chaque membre se charge de l'exécution de ses accords-cadres à l'issue des procédures organisées dans le cadre du groupement. Ainsi, chaque membre du groupement procède à l'émission des commandes pour ses besoins propres, vérifie la bonne exécution de la commande (réception), règle lui-même au titulaire du marché la partie des prestations qui le concerne.

Mais en tant que de besoin, chaque membre informe le coordonnateur s'il rencontre des difficultés particulières dans cette exécution.

## **ARTICLE 14 : RESILIATION DES ACCORD-CADRES**

Le coordonnateur assure la résiliation des accords-cadres sans accord express de l'instance habilitée des membres du groupement, dans les cas suivants :

- inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48, 50 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail.
- liquidation judiciaire du/d'un titulaire
- décès ou incapacité civile du titulaire à la condition qu'il ne donne pas lieu à proposition de continuation par les ayant droits ou le curateur.
- le cas de plusieurs absences de réponse d'un titulaire à un accord-cadre quand cela est prévu dans l'accord cadre.

Dans tous les autres cas, le coordonnateur assure la résiliation des accords-cadres après avoir obtenu l'accord express de l'instance habilitée de chacun des membres.

Le montant de l'indemnité éventuelle sera divisé par le nombre de membres, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans la présente convention ou dans les accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné.

## **ARTICLE 15 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de RENNES.

Les parties s'engagent toutefois à privilégier la recherche d'une solution amiable au litige les opposant. Dès lors, tout litige devra faire l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, les parties feront appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif de Rennes dans le cadre des dispositions de l'article L 211-4 du Code de Justice Administrative.

## **ARTICLE 16 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE**

A défaut d'accord amiable entre les pouvoirs adjudicateurs du groupement et les titulaires des contrats passés, le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte par tout moyen les autres membres du groupement sur sa démarche et l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, la répartition de la charge financière sera définie par les membres du groupement d'un commun accord.

## **ARTICLE 17 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur dès sa notification par l'ensemble des membres du groupement et s'exécute jusqu'à la fin de la durée d'exécution des accords-cadres.

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS du CALVADOS,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Jean-Léonce DUPONT**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS des Côtes d'Armor,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Alain CADEC**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS DE L'EURE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Sébastien LECORNU**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS du FINISTERE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Nicole ZIEGLER**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS de la LOIRE ATLANTIQUE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Philippe GROSVALET**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS du MAINE ET LOIRE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Christian GILLET**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS de la MANCHE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Jacky BOUVET**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS du MORBIHAN,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Gilles DUFEIGNEUX**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS de l'ORNE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Alain LAMBERT**

PROJET

La présente convention est établie en 1 exemplaire, conservée par le SDIS coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS de la SARTHE,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A \_\_\_\_\_, le

Le Président du conseil d'administration,

**Jean-Pierre VOGEL**

PROJET

La présente convention est établie en 1  
exemplaire, conservée par le SDIS  
coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le SDIS de la SEINE MARITIME,**

Représenté par le président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du

A , le

Le Président du conseil d'administration,

**André GAUTIER**

PROJET

